

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique
Bureau de la fiscalité locale

Paris le **09 JUIL. 2018**

NOTE D'INFORMATION
relative aux compensations à verser en 2018 aux collectivités territoriales
pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État

NOR : INTB1818609N

P. J. : 3 annexes.

Cette instruction a pour objet de préciser les différentes compensations à verser en 2018 aux collectivités territoriales et à leurs groupements dotés d'une fiscalité propre en contrepartie des pertes de recettes résultant des exonérations et des allègements de fiscalité locale accordés par le législateur.

*Le directeur général des collectivités locales à mesdames et messieurs les préfets de régions
et de départements de métropole et d'outre-mer*

La présente note d'information a pour objet de présenter les règles relatives aux allocations compensatrices pour 2018 et la procédure de versement à suivre par les services préfectoraux.

Le tableau synoptique des informations utiles à l'élaboration des arrêtés de versement, les tableaux-types transmis par les services locaux de la direction générale des finances publiques et l'exemple d'arrêté relatif au versement de dotation de compensation pour transferts des compensations d'exonération de fiscalité directe locale des départements sont annexés à la présente instruction.

Pour toute difficulté dans l'application de cette instruction, il vous est possible de saisir la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau de la fiscalité locale :

☎ : 01.49.27.31.59. Mail : dgcl-sdflae-fl1-secretariat@interieur.gouv.fr

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 - STANDARD 01.49.27.49.27 - 01.40.07.60.60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr



1. Les précisions relatives aux compensations d'exonérations pour 2018

1.1. Les évolutions importantes introduites en loi de finances initiale pour 2018 en matière de taux de minoration

Selon leur nature et leur objet, les compensations font partie intégrante ou sont exclues du périmètre des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales. L'article 41 de la loi du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 marque une évolution par rapport aux années précédentes en ce qui concerne le champ des compensations et dotations soumises à minoration. Les compensations d'exonération ne connaissent pas de nouvelles minorations. En effet, il est ajouté à chaque article prévoyant une compensation d'exonération minorée : *« à compter de 2018, les taux d'évolution fixés depuis 2009 et jusqu'à 2017 sont appliqués à la même compensation »*. Les arrêtés relatifs aux compensations d'exonération comporteront donc dans les visas l'article 41 susmentionné.

En revanche, la dotation aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), les dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des départements et des régions, la dotation pour transferts de compensations d'exonérations (DTCE) au profit des départements et des régions, ainsi que la dotation unique de compensation de la suppression de la taxe professionnelle (DUCSTP) connaissent une nouvelle minoration en 2018. La DUCSTP fait l'objet d'une minoration intégrale. Dès lors, cette dotation ne sera plus à verser à compter de 2018.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la DCRTP du bloc communal a été incluse dans le périmètre des variables d'ajustement. Toutefois, par un courrier du 26 mars 2018 aux préfets de région et de département et aux directeurs départementaux et régionaux des finances publiques, le ministre de l'Action et des Comptes publics a indiqué que les établissements publics de coopération intercommunale ne connaîtront pas de minoration de leur DCRTP. Concernant la DCRTP communale, les montants définitifs vous seront prochainement communiqués par les DDFIP/DRFIP. En application du B du XI de l'article 41 susmentionné, la minoration de la DCRTP communale est répartie entre les communes au prorata des recettes réelles de fonctionnement, minorées de certains mouvements financiers établis dans le cadre de mutualisation de services avec un EPCI. Toutefois, aucune minoration ne s'applique aux communes éligibles en 2018 à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale.

L'article 41 prévoit un taux de minoration annuel :

- pour l'ensemble des compensations d'exonération de 0 % ;
- pour les FDPTP de - 14,36 % ;
- pour la DCRTP et la DTCE des régions respectivement de - 6,27 % et de - 6,37 % ;
- pour la DCRTP et la DTCE des départements de -0,26 %.

Le taux de minoration de 2018 s'applique au montant versé en 2017.

1.2. La correction du prélèvement effectué au titre du fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) du fait d'erreurs déclaratives d'entreprises relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de 2010

Lors de la réforme de la taxe professionnelle, des erreurs déclaratives portant sur le rattachement territorial du produit de la CVAE au titre de 2010 ont pu majorer le prélèvement dû au titre du FNGIR calculé dans les conditions prévues au III du 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

Afin de corriger les prélèvements anormalement élevés au titre du FNGIR pour certaines collectivités, l'article 83 de la loi de finances rectificative pour 2016 prévoit une réduction de ces prélèvements à compter de l'année d'effet de la rectification déclarative.

La réduction de prélèvement accordée à hauteur du produit de CVAE au titre de 2010 attribué à tort est répartie via un coefficient d'équilibrage applicable à chaque reversement, de manière à ce que la somme des versements opérés par le fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales reste égale à la somme des prélèvements effectués à son profit.

La correction est effective à compter du 1^{er} janvier 2018. Les directions départementales et régionales des finances publiques ont communiqué aux préfetures des montants de versement corrigés.

1.3. Les nouveautés en matière d'exonération et de compensation d'exonération

Trois nouveautés s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- la compensation de l'exonération de plein droit de la cotisation foncière des entreprises (CFE) applicable aux établissements qui vendent au public des écrits périodiques ¹ ;
- la possibilité de suppression des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements pris à bail et pour les logements acquis en vue de leur location avec le concours financier de l'État ou avec une subvention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ² ;
- la prise en compte de l'application du régime de droit commun à Mayotte dans le calcul des compensations d'exonérations. Les compensations versées par l'État aux collectivités locales liées aux exonérations de taxe d'habitation, de TFPB, de CFE prévues par la loi n'étaient pas versées à Mayotte. En effet, le mode de calcul des compensations prévues à l'article 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 et aux articles 5 et 6 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 est basé sur un taux de référence pour chaque territoire, voté en 1991, ou en 2009 selon les cas. Or, étant donné que l'application du régime de droit commun de fiscalité locale à Mayotte date du 1^{er} janvier 2014, les compensations ne pouvaient pas être calculées. Dès lors, l'article 95 de la loi de finances rectificative pour 2017 a modifié les articles susmentionnés afin de prévoir que les taux de référence applicables aux collectivités

^{1, 2} Voir la note d'information relative aux compensations à verser en 2017 aux collectivités territoriales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État du 22 juin 2017, numéro NOR INTB1718241N.

mahoraises pour le calcul de ces compensations étaient les taux votés lors de l'application du régime de droit commun de fiscalité locale, soit ceux votés en 2014.

2. La procédure de versement des allocations compensatrices

2.1. L'établissement des arrêtés de versement

Les comptes à utiliser, pour verser ces dotations financées par prélèvement sur les recettes de l'État, sont signalés en **annexe 1** de la présente instruction. Les montants vous sont communiqués par les services de fiscalité directe locale des directions départementales ou régionales des finances publiques au moyen d'un état récapitulatif dont les modèles vous sont présentés en **annexe 2**.

Sur la base de ces états, vous prendrez les arrêtés de versement suivants, par niveau de collectivités et par nature d'exonérations compensées, puis vous le transmettez à la direction régionale ou départementale des finances publiques, accompagné d'un état récapitulatif – classé par trésorerie – indiquant le montant de chaque compensation attribuée individuellement à chaque collectivité.

- Pour le niveau communal (communes et EPCI) :
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CFE et CVAE
 - o un arrêté pour la compensation d'exonération de TH
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPB
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPNB
 - o un arrêté pour la dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants
 - o un arrêté global pour la DCRTP des communes
 - o un arrêté global pour les reversements au titre du FNGIR
- Pour le niveau départemental :
 - o un arrêté global pour la DTCE-FDL
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CVAE
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPB
 - o un arrêté global pour la DCRTP des départements
- Pour le niveau régional :
 - o un arrêté global pour la DTCE-FDL
 - o un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CVAE
 - o un arrêté global pour la DCRTP des régions

Vous trouverez en **annexe 3** un **exemple d'arrêté** relatif au versement de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle. **Il vous appartient de l'adapter aux autres allocations compensatrices.**

Les arrêtés de versement devront comporter le numéro du compte, son code CDR, la précision « non interfacé », l'intitulé du compte, l'objet de l'écriture ainsi que l'année à laquelle celle-ci se rapporte. Ces arrêtés devront être transmis aux directions régionales ou départementales des finances publiques (services comptabilité), accompagnés des états produits par les services de la fiscalité directe locale.


Chaque collectivité recevra alors la notification du montant de ses compensations par lettre individualisée, accompagnée d'une copie de l'arrêté préfectoral et de l'état récapitulatif des allocations compensatrices lui revenant.

2.2. La périodicité des versements

Les règles relatives à la périodicité des versements des allocations compensatrices ont été précisées par les circulaires n° NOR MCT/B/06/00079/C du 21 novembre 2006 relative à la périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités territoriales, des avances sur douzièmes et du produit de fiscalité partagée et n° NOR MCT/B/07/00018/C du 22 février 2007 relative aux compensations versées en 2007 aux collectivités locales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État.

La périodicité à retenir (mensuelle ou annuelle) n'est plus déterminée en fonction d'un seuil prédéfini. C'est pourquoi elle est laissée à votre appréciation, qui doit tenir compte du contexte local et faire l'objet, le cas échéant, d'un échange avec les collectivités concernées. En général, il apparaît qu'un versement fractionné (par mensualités) est la solution la plus appropriée, à l'exception des montants les plus faibles. Aucune avance ne doit être versée pour les premiers mois de l'année tant que les montants des compensations ne sont pas connus.

En fonction de la date de réception des tableaux récapitulatifs des montants des allocations compensatrices et de la présente instruction, le versement fractionné sera opéré selon les modalités suivantes : le montant du premier versement mensuel sera égal à un douzième de la compensation, multiplié par un nombre de mois décompté de janvier au mois de versement. À compter du deuxième versement et jusqu'au mois de décembre, un douzième du montant de la compensation sera versé chaque mois.

Le directeur général
des collectivités locales

Bruno DELSOL


ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES INFORMATIONS UTILES À L'ÉLABORATION DES ARRÊTÉS DE VERSEMENT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION		COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TH)
TAXE D'HABITATION	Exonération des personnes de conditions modestes (ECF) : - les titulaires de l'allocation solidarité ou supplémentaire d'invalidité ; - les bénéficiaires de l'AAH selon revenus ; - les infirmes ou invalides selon revenus ; - les personnes âgées de plus de 60 ans selon revenus ; - les veufs ou veuves selon revenus	Communes	Tableau 4 – Colonne 10	ETAT 1259 III - 1. : Détail des allocations compensatrices Taxe d'habitation	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701 N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ <u>pour M 14</u> : 74835 – État - Compensation au titre des exonérations de TH ⇒ <u>pour M 57</u> : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de TH
		EPCI	Tableau 7 – Colonne 10		
	THLV : taxe d'habitation sur les logements vacants	Communes	Tableau 4 – Colonne 15 ou 16	ETAT 1259 III - 1. : Détail des allocations compensatrices - Allocation pour perte de THLV	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL9001000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 313001 N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ <u>pour M 14</u> : 7488 – Autres attributions et participations <u>pour M 17</u> : 74888 – Autres
		EPCI	Tableau 7 – Colonne 15 ou 16		

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION		COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPB)
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES	Exonération des personnes de conditions modestes (ECF) - les titulaires de l'allocation solidarité ou supplémentaire d'invalidité ; - les bénéficiaires de l'AAH selon revenus ; - les redevables âgés de plus de 75 ans selon revenus.	Communes & EPCI	Tableau 3 ou 6 – Colonne 2	ETATS 1259/1253 III – 1. : Détail des allocations compensatrices – Taxe foncière (bâti)	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701
	Exonérations des immeubles professionnels situés dans les zones franches urbaines : ZFU 3 ^{ème} génération	Départements	Tableau 10 – Colonne 1		« Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre des compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale »
			Tableau 3 – Colonne 4		
			Tableau 6 – Colonne 4		
	Exonérations des immeubles professionnels situés dans les quartiers prioritaires de politique de la ville	Communes EPCI Départements	Tableau 10 – Colonne 3		
	Exonérations des immeubles professionnels situés dans les quartiers prioritaires de politique de la ville	Communes EPCI Départements	Tableau 3 – Colonne 5 Tableau 6 – Colonne 5 Tableau 10 – Colonne 3		N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER
	Exonération de longue durée pour les constructions neuves et les logements sociaux :	Communes EPCI Départements	Tableau 3 – Colonne 6 Tableau 6 – Colonne 6 Tableau 10 – Colonne 2		⇒ pour M 14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières
Exonération de 10 ans des constructions neuves en accession à la propriété. Exonération de 15 ans pour des constructions neuves en accession à la propriété situées dans certains immeubles, les constructions neuves ou logements acquis à usage locatif affectés à l'habitation principale financés au moyen de prêts aidés par l'État, les logements neufs affectés à l'habitation principale en contrat de location-accession, les logements détenus par l'Etablissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais sous convention, et les locaux acquis, aménagés ou construits en vue de l'hébergement temporaire ou d'urgence..	⇒ pour M 52 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties				
			⇒ pour M 57 : 74833 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières		

TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES	Exonération de 20 ans pour les constructions neuves à usage locatif affectées à l'habitation principale si le chantier a été ouvert après le 1er janvier 2002 (conditions liées aux qualités environnementales). Extension d'exonération de 20 à 30 ans selon conditions de date d'octroi de prêt (entre 2004 et 2014).	Id.	Id.	<p>ETATS 1259/1253</p> <p>III - 1. : Détail des allocations compensatrices – Taxe foncière (bâti)</p>	<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <p>⇒ Compte 4651100000</p> <p>⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé)</p> <p>⇒ Compte budgétaire 310701</p> <p>« Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre des compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale »</p>
	Exonération de 10 ans des constructions neuves en accession à la propriété.				<p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <p>⇒ pour <u>M 14</u> : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières</p> <p>⇒ pour <u>M 52</u> : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties</p> <p>⇒ pour <u>M 57</u> : 74833 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières</p>
	Abattement de 30% sur les bases des logements à usage locatif appartenant à des organismes et logements d'habitations à loyer modéré dans les QPPV	Communes EPCI Départements	Tableau 3 ou 6 – Colonne 3 Tableau 10 – Colonne 4		
	Exonération des logements pris à bail à réhabilitation, à compter du 1 ^{er} janvier 2005 dans les conditions fixées par les articles L. 252-1 à L. 252-4 du code de la construction et de l'habitation	Communes EPCI Départements	Tableau 10 – Colonne 2		
	Abattement de 30% sur les bases de certains logements faisant l'objet de travaux dans les DOM (travaux antisismiques)	Communes EPCI	Tableau 3 – Colonne 7 Tableau 6 - Colonne 7		
		Départements	Tableau 10 – Colonne 5		
	Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM	Communes EPCI	Tableau 3 ou 7 – Colonne 8		
		Départements	Tableau 10 – Colonne 6		

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION		COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES	Exonération de la part communale des terrains plantés en bois.	Communes & EPCI	Tableau 4 ou 7 – Colonne 11	<p>ETAT 1259</p> <p>III - 1. : Détail des allocations compensatrices -</p> <p>Taxe foncière (non bâti)</p>	<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701</p> <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ pour M 14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières ⇒ pour M 57 : 74833 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières</p>
	Exonération de la part communale des terrains situés dans un site « Natura 2000 ».	Communes & EPCI	Tableau 4 ou 7 – Colonne 12		
	Exonération de la part communale des terres agricoles de Corse.	Communes & EPCI	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13		
	Exonération de 20% de la part communale des terres agricoles situées hors de Corse.	Communes & EPCI	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13		
	Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM.	Communes & EPCI	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13 ou 14		

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION		COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
 Il existe des tableaux de la DGFIP spécifiques à la Corse pour les communes et les EPCI (tableaux 2 et 6)					
FISCALITE PROFESSIONNELLE ~ CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE ALLOCATIONS COMPENSATRICES A VERSER POUR LES EXONERATIONS DE CFE ET CVAE	Réduction pour création d'entreprises (RCE)	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 4 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 4 (Corse)	ETAT 1259 III – 1. : Détail des allocations compensatrices - Taxe professionnelle / CFE ETAT 1253 III – 2 b. CVAE – Dégrèvements et exonérations b) Part relative aux exonérations compensées	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701 N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ Pour la M14, la M52, la M71 : 74833 État - Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE). ⇒ Pour la M57 : 74832 État - Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE).
	Exonération dans les ZRR Elle concerne : les créations ; les extensions ; les décentralisations ; les reconversions ; les reprises d'établissements en difficulté.	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 5 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 5 (Corse)		
	Quartiers prioritaires de la politique de la ville	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 6 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 6 (Corse)		
	Exonération dans les ZFU L'exonération concerne les créations et extensions.	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 7		
	Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 8		
	Abattement part communale en Corse	Communes & EPCI	Tableau 2 ou 6 – Colonne 7		
	Exonération pour les diffuseurs de presse	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 9 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 8 (Corse)		
	Compensations relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 11 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 10 (Corse)		
		Départements & Régions	Tableau 9 ou 11 – Colonne 1		

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION		COLLECTIVITÉ S ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
FISCALITE PROFESSIONNELLE ~ CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE	DOTATIONS DE SUBSTITUTION D'ANCIENNES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE FISCALITE	Dotation de compensation pour transferts des compensations d'exonération de fiscalité directe locale (DTCE-FDL) des Départements et des Régions	Départements	Tableau 9 – colonne 2 (Départements)	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651200000 Pour la DTCE-FDL : ⇒ Code CDR COL5901000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 312301 Pour la DUCSTP : ⇒ Code CDR COL6001000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 312601 N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ Pour la M52, la M71 et la M57 : 74835 Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale. ⇒ Pour la M14 : 748314 État – Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⇒ Pour la M57 : 748313 Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle
			Régions	Tableau 11 – colonne 2 (Régions et Corse)	
		Collectivité territoriale de Corse			
		Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP) : regroupe la DCTP et la dotation pour réduction de recettes.	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – colonnes 2 et 3 (Hors Corse)	
Tableau 2 ou 8 – colonnes 2 et 3 (Corse)					

ANNEXE 2 : TABLEAUX TYPES TRANSMIS PAR LES SERVICES DE FISCALITE DIRECTE LOCALE DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES/REGIONALES DES FINANCES PUBLIQUES

HORS CORSE

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE ET DE CVAE
REVENANT AUX COMMUNES EN N

Tableau 1

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

	DUCSTP		CFE							CVAE
NOM DES COMMUNES (code INSEE)	Plaft Tx TP 83 Réduction sal. Abattement 16%	REDUCTION RECETTES	REDUCTION CREATION ETABLISSEMT	ZONE REVITAL. RURALE	QUARTIERS QPPV	ZONE FRANCHE URBAINE	ZONE FRANCHE DOM	DIFFUSEURS DE PRESSE	TOTAL colonnes 4 à 9	
	4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601		ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
[CODE] [NOM]										
TOTAL TRESORERIE										

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx
Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE ET DE CVAE
REVENANT AUX COMMUNES EN N

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

	DUCSTP		CFE						CVAE
NOM DES COMMUNES (code INSEE)	Plaft Tx TP 83 Réduction salaires Abattement 16%	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QUARTIERS QPPV	ABATT. 25% CORSE	DIFFUSEURS DE PRESSE	TOTAL colonnes 4 à 8	
	4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601		ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701						ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
[CODE] [NOM]									
TOTAL TRESORERIE									

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE SUR LES
PROPRIETES BATIES
REVENANT AUX COMMUNES EN N
(grille identique pour la Corse)

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE) [CODE] [NOM]	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TOTAL
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	EXO CV (Ex-ZT) et Bx à REHAB	EXO. ZFU 3 ^{ème} Gén.	EXO QUARTIERS QPPV	EXO LONG. DUREE (ETAT 1395)	EXO ANTI-SISM. DOM	EXO ZF DOM	colonnes 2 à 8
	ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							
1	2	3	4	5	6	7	8	9
[CODE] [NOM]								
TOTAL TRESORERIE								

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE SUR LES
 PROPRIETES NON BATIES ET DE TAXE D'HABITATION
 REVENANT AUX COMMUNES EN N
 (grille identique pour la Corse)

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE) [CODE] [NOM]	TH	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TOTAL	THLV
	EXO. PERS. COND. MODESTE	EXO. LONG. DUREE (ETAT 1395)	EXO. NATURA 2000	EXO. TERRES AGRICOLES	PARCS NATIONAUX ¹	EXO ZF DOM	Colonnes 10 à 14	
	ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							ETAT 4651100000 code CDR COL 9001000 N° de compte budgétaire 313001
1	10	11	12	13		14	15	16
[CODE] [NOM]								
TOTAL TRESORERIE								

1

La colonne "parcs nationaux" ne concerne que les DOM. Elle n'apparaît pas pour les autres départements.
 Si la colonne "parcs nationaux" est présente, les numéros de colonnes sont réattribués.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx
Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE ET DE CVAE
REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
[grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

	DUCSTP		CFE							CVAE
COMMUNAUTE DE COMMUNES	Réduction salaires Abattement 16%	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QPPV	ZONE FRANCHE URBAINE	ZONE FRANCHE DOM	DIFFUSEURS DE PRESSE	TOTAL colonnes 4 à 9	
DESIGNATION DES EPCI	4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601		ETAT N 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
[CODE] [NOM]										
TOTAL										
<31 caractères>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>		<16 car.>

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE SUR LES
 PROPRIETES BATIES REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES DESIGNATION DES EPCI	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TOTAL
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	EXO CV (Ex-ZT) et Bx à REHAB	EXO. ZFU 3 ^{ème} Gén.	EXO QUARTIERS QPPV	EXO LONG. DUREE (ETAT 1395)	EXO ANTI-SISM. DOM	EXO ZF DOM	colonnes 2 à 8
	ETAT N 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							
1	2	3	4	5	6	7	8	9
[CODE] [NOM]								
TOTAL								

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE SUR LES
 PROPRIETES NON BATIES ET DE TAXE D'HABITATION REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES	TH	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TOTAL	THLV
DESIGNATION DES EPCI	EXO. PERS. COND. MODESTE	EXO. LONG. DUREE (ETAT 1395)	EXO. NATURA 2000	EXO. TERRES AGRICOLES	PARCS NATIONAUX ²	EXO ZF DOM	Colonnes 10 à 14	
	ETAT N 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							ETAT 4651100000 code CDR COL 9001000 N° de compte budgétaire 313001
1	10	11	12	13		14	15	16
[CODE] [NOM]								
TOTAL								

2

La colonne "parcs nationaux" ne concerne que les DOM. Elle n'apparaît pas pour les autres départements.
 Si la colonne "parcs nationaux" est présente, les numéros de colonnes sont réattribués.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE ET DE CVAE
REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N

[grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES DESIGNATION DES EPCI	DUCSTP		CFE						CVAE
	Plaft Tx TP 83 Réduction salaires Abattement 16%	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QUARTIERS QPPV	ABATT. 25% CORSE	DIFFUSEURS DE PRESSE	TOTAL colonnes 4 à 8	
	ETAT N 4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601		ETAT N 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701						ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
[CODE] [NOM]									
TOTAL									

Tableau 9

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE REVENANT AU **DEPARTEMENT** EN N

CVAE	DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701	ETAT n° 4651200000 code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1	2

Pour le département 69, ajout du tableau ci-dessous :

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE REVENANT A LA **METROPOLE DU GRAND LYON** EN N

DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT n° 4651200000 code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1

Tableau 10

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES
DES TAXES FONCIERES SUR LES PROPRIETES BATIES REVENANT AU **DEPARTEMENT OU A LA CTU** EN N

TFPB						
EXO. PERS. COND. MODESTE	BAUX A REHABILITATION ET CONTRAT de VILLE (RC)	EXO. ZFU 3ème Gé.	EXO QPPV	EXO ANTI-SIS. DOM	EXO ZF DOM	TOTAL des colonnes 1 à 6
ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701						
1	2	3	4	5	6	7

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE
REVENANT A LA **REGION** ou A LA **CTU** EN N

CVAE	DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701	ETAT n° 4651200000 code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1	2

**ANNEXE 3 : EXEMPLE D'ARRÊTÉ RELATIF AU VERSEMENT
DE LA DOTATION DE COMPENSATION POUR TRANSFERTS DES
COMPENSATIONS D'EXONÉRATION DE FISCALITÉ DIRECTE
LOCALE DES DÉPARTEMENTS**

TIMBRE DE LA PRÉFECTURE DE ...

ARRÊTÉ N°

Portant versement de la dotation de compensation pour transferts des compensations
d'exonération de fiscalité directe locale du département de ... – Année 2018

LE PRÉFET

Vu le XVIII du 8 du III de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 ;

Vu le 1° du L du III de l'article 41 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Il est alloué aux collectivités et à leurs groupements désignés en annexe, en application des dispositions visées ci-dessus, pour l'année 2018, une somme globale de **XXX €**, qui sera versée selon les modalités définies à l'article 2.

Article 2 : Ces sommes seront prélevées sur le compte 4651200000 – code CDR : COL5901000 (non interfacé) « prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité locale » (départements).

Article 3 : MM. le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental [ou régional] des finances publiques de **XXX** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à **XXX**, le **XXX**

Le Préfet,

**Dotation versées au titre de la compensation pour transferts des compensations
d'exonération de fiscalité directe locale du département – exercice 2018**

NOM DE LA COLLECTIVITE		Dotation totale collectivité	Versement de juillet	Versement mensuel à compter de juillet
xxx xxx	Trésorerie de XXX			
	Total trésorerie			
xxx xxx	Trésorerie de XXX			
	Total trésorerie			
Total Paierie départementale				
Total général				
Montant du versement à l'ensemble des collectivités du département : montant en toute lettre				